Bénin en actes

Ce qui a été promis au Bénin.
Ce qui existe vraiment.

Observatoire citoyen indépendant du suivi de l'action publique

---

benin360.ceschod.com · Présentation du projet · Août 2026



LE PROBLÈME

L'annonce est bruyante. La vérification est muette.

01

On annonce beaucoup

Routes, écoles, forages, hôpitaux : chaque projet public naît dans un discours, un compte rendu ou un communiqué. L'annonce circule vite et loin.

02

On vérifie rarement

Deux ans plus tard, personne ne sait dire où en est le projet. A-t-il été décidé ? financé ? commencé ? livré ? Le fil se perd.

03

Le citoyen n'a pas d'outil

Un habitant de Kandi ou de Sèmè-Kpodji n'a aucun moyen simple de savoir ce qui est engagé chez lui, ni où en est le chantier qu'il voit à l'arrêt.

Résultat : le débat public se joue sur des impressions, faute d'un état des lieux commun.

L'INTUITION

Le problème n'est pas le secret. C'est la dispersion.

L'information existe déjà : fiches du programme d'action, comptes rendus du Conseil des ministres, communiqués de bailleurs, articles de presse. Mais elle est éparpillée, rarement datée, jamais confrontée au terrain.

Il ne faut pas une fuite. Il faut une méthode.

CE QUI EXISTE, ÉPARPILLÉ

- Fiches officielles du PAG
- Comptes rendus du Conseil des ministres
- Communiqués des bailleurs
- Budgets et lois de finances
- Presse nationale et locale
- Ce que les habitants voient

NOTRE RÉPONSE

Une seule chaîne, la même pour tous les projets.

1 — 2 — 3 — 4 — 5

Annoncé

Une intention publique

Décidé

Un acte officiel

Financé

Un budget affecté

En exécution

Les travaux ont commencé

Vérifié livré

Constaté sur pièces

Suspendu ou abandonné

Chaque passage d'une étape à l'autre exige une preuve datée et citée. Un projet peut rester des années à « Annoncé » : c'est exactement ce que le registre rend visible.

CONCRÈTEMENT

Une fiche projet, telle qu'elle est publiée.

En exécution | Pièce examinée

Route de contournement Nord de Cotonou

37 km, plus un barreau de liaison de 5,7 km

Territoire	Cotonou · Abomey-Calavi · Sèmè-Kpodji
Responsable	Ministère des Infrastructures et des Transports
Budget annoncé	487 milliards FCFA
Annoncé	**2021 — inscription au programme d'action**
Décidé	**2022 — calendrier officiel publié**
En exécution	**2024 — tracé modifié (presse, à recouper)**
Vérifié le	**4 août 2026, sur pièces**

CE QUI CHANGE TOUT

Chaque ligne cite sa pièce

Le lien vers le document officiel est à un clic.

Ce qui manque est écrit

Une section « ce qui reste à établir » figure sur chaque fiche.

Les corrections sont publiques

Toute modification est datée et motivée dans un journal.

ENTRER PAR CHEZ SOI

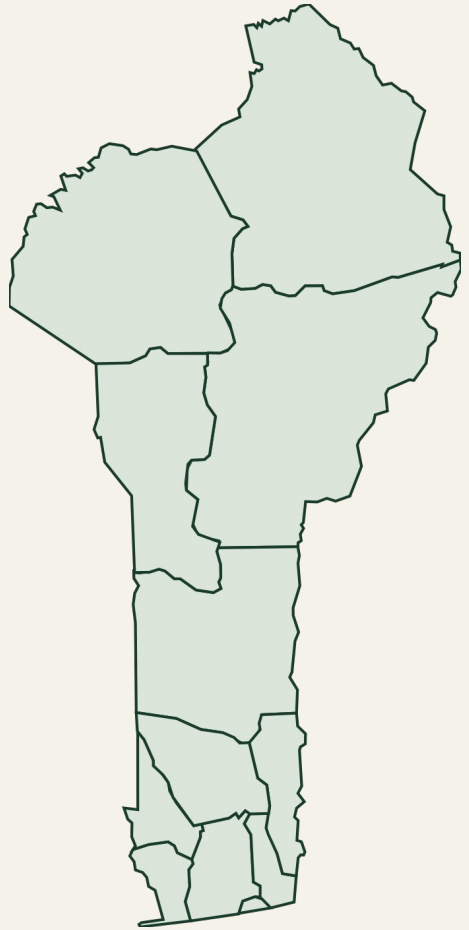
Un citoyen cherche d'abord sa commune.

La carte n'est pas une décoration : c'est le premier chemin d'accès. On ouvre son département, on voit ce qui y est documenté, et on descend jusqu'à la commune.

12
départements

77
communes

8
départements documentés



Les limites administratives proviennent d'une source ouverte documentée et citée. Nous ne dessinons jamais une frontière à la main : un territoire mal tracé décrédibiliserait tout le reste.

SOURCE PRIMAIRE

Le Conseil des ministres, remis en clair.

Chaque séance du Conseil des ministres est résumée fidèlement et reliée à son compte rendu officiel. C'est le texte de l'État qui fait foi : notre résumé n'en est que la porte d'entrée.

3

séances suivies

depuis l'investiture du président Wadagni, le 24 mai 2026

31

décisions relevées

mesures normatives, communications, nominations

100 %

reliées à la source

chaque séance renvoie au compte rendu du gouvernement

EXEMPLE — SÉANCE DU 3 JUIN 2026

- Loi de finances rectificative portée à 4 086,62 milliards FCFA
- Gratuité de la scolarité des filles au secondaire dès la rentrée 2026-2027
- 20 milliards FCFA pour l'eau et l'électricité des écoles publiques
- Primes exceptionnelles pour les filières coton, cajou, soja et riz

CE QUI NOUS REND CRÉDIBLES

Cinq règles, sans exception.

1. **Rien n'est publié sans pièce**
   Chaque statut s'appuie sur un document daté, cité et accessible.

2. **Ce qu'on ignore est écrit**
   Chaque fiche comporte « ce qui reste à établir ». L'incertitude est une information.

3. **Les corrections sont publiques**
   Un journal permanent consigne l'ancienne information, la nouvelle et le motif.

4. **Le droit de réponse est ouvert**
   Toute institution peut répondre ; sa réponse est archivée sans reformulation.

5. **Pièces et terrain ne se confondent pas**
   « Vérifié sur pièces » et « vérifié sur le terrain » sont deux mentions distinctes.

PÉRIMÈTRE

Ce que nous ne faisons pas, volontairement.

× Nous ne notons personne

Aucun score, aucun classement entre communes ou entre ministres.

× Nous ne faisons pas de politique

Un projet livré est publié aussi vite qu'un chantier à l'arrêt.

× Nous n'ouvrons pas de forum

Les contributions sont guidées, examinées et recoupées, jamais publiées telles quelles.

× Nous ne faisons pas de sondage

Nos consultations sont présentées comme telles, avec leurs limites.

× Nous n'inventons rien

Pas d'estimation, pas d'extrapolation, pas de donnée de remplissage.

× Nous ne sommes pas l'État

Ni service officiel, ni porte-parole, ni sous-traitant.

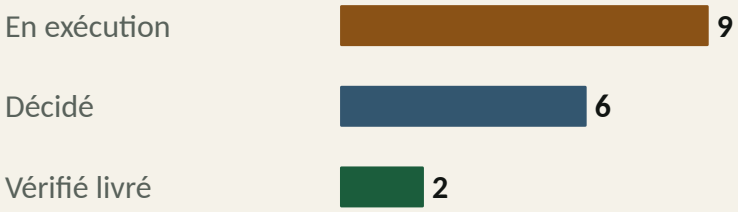
Ces refus ne sont pas de la prudence : ce sont eux qui rendent le reste opposable.

ÉTAT RÉEL AU 5 AOÛT 2026

Ce qui existe déjà — et ce qui n'existe pas encore.

17	43	31	0
fiches projet sourcées	sources primaires citées	décisions du Conseil	vérification de terrain

Répartition des 17 fiches



LE POINT HONNÊTE

Sur nos 17 fiches, deux seulement sont déclarées livrées — et ces livraisons reposent sur des publications institutionnelles, pas sur un constat que nous aurions fait nous-mêmes. Le registre est aujourd'hui solide sur pièces, et vide sur le terrain.

LA MOITIÉ QUI MANQUE

Vérifier sur pièces ne suffit pas.

Un document peut dire qu'un forage est livré alors qu'il ne coule pas. Tant que personne ne va voir, l'observatoire ne fait que réorganiser la parole officielle. Aller sur place est ce qui transforme un site d'information en observatoire.

Des observateurs

Des habitants qui photographient, datent et localisent ce qu'ils constatent.

Une structure

Une association de droit béninois, pour recevoir des fonds et engager sa responsabilité.

Des moyens

Déplacements, temps de recoupement, hébergement et outils.

FEUILLE DE ROUTE

Trois étapes, sans promesse invérifiable.

Fait

- Site public en ligne
- Registre de 17 projets sourcés
- Conseil des ministres depuis mai 2026
- Identité et méthode publiées

En cours

- Application Android
- Structure juridique
- Premières vérifications de terrain
- Recueil d'avis citoyens

Ensuite

- 50 à 100 projets suivis
- Trois communes pilotes
- Registre des réformes
- Partenariats médias

Aucune date n'est annoncée sur ce qui dépend de moyens que nous n'avons pas encore.

CE QUE NOUS CHERCHONS

Selon qui vous êtes, ce qui nous aide.

Citoyen

Utilisez le site, cherchez un projet près de chez vous, et dites-nous ce qui vous a manqué. Envoyez une observation quand vous constatez un écart.

Journaliste

Reprenez nos fiches, contestez-les, citez les sources. Un partenariat de republication est possible.

Association

Devenez relais dans une commune pilote : c'est là que la vérification de terrain devient possible.

Chercheur, juriste

Relisez notre méthode et attaquez-la. Un comité de relecture indépendant est à constituer.

Bailleur, fondation

Financez des vérifications, pas une opinion. Montants, dates et conditions seront publiés.

Institution publique

Exercez votre droit de réponse. Il est archivé et publié sans reformulation.

De l'annonce à la preuve.

Le site est en ligne. Le registre est modeste et il le dit. La suite dépend de ceux qui accepteront d'aller voir.

---

benin360.ceschod.com
ceschod@gmail.com

